

qui ne frappe pas uniquement l'usine de fourgonnettes de Scarborough, mais beaucoup d'autres aussi.

Je suis d'accord avec le député lorsqu'il dit que nous devrions travailler en collaboration avec les employeurs pour voir s'il n'y aurait pas moyen de sauver les usines menacées. Le député le sait, nous l'avons fait dans le cas de de Havilland. Cette usine était dans la même situation. Environ 5 000 emplois directs et entre 5 000 et 10 000 emplois indirects étaient menacés par la fermeture de de Havilland. Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ont conjugué leurs efforts pour élaborer un plan de sauvetage de De Havilland.

J'aimerais qu'il y ait le plus souvent possible une telle collaboration entre les gouvernements de tous les paliers et entre tous les Canadiens. Je félicite le député de ses suggestions. J'ai suivi le débat d'hier et j'ai vu le député proposer des idées qui, à mon avis, sont bonnes. C'est ce dont nous avons besoin au Canada. Plutôt que de nous affronter à la Chambre en nous laissant guider par notre esprit de parti, je crois qu'il serait nettement préférable que nous unissions notre matière grise pour tenter de faire quelque chose pour régler les problèmes du Canada.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, avant de commencer mon discours, je voudrais signaler que, si j'ai bien compris la réponse du député, ce dernier serait d'accord pour dire qu'un investissement de 200 millions de dollars pour moderniser une usine qui continuera à rapporter de l'argent non seulement à General Motors, mais aussi à tous ces travailleurs qui pourront ainsi garder leur emploi, est beaucoup plus profitable que des dépenses de 700 millions de dollars au titre de l'assurance-chômage et de l'aide sociale.

C'est pour cette raison que le gouvernement sera battu aux prochaines élections. C'est parce qu'il a tout arrêté au nom de la réduction du déficit et de la dette. Lorsqu'on examine les livres, on se rend compte que le gouvernement a dépensé environ 165 milliards de dollars de l'argent des contribuables au titre de l'assurance-chômage et de l'aide sociale au cours des neuf dernières années.

Ces dépenses énormes, qui représentent presque 35 ou 40 p. 100 de la dette totale de notre pays, ne nous ont pas rapporté grand-chose.

Je sais que le monde entier traverse une récession, mais je préférerais de beaucoup pouvoir dire aux contribuables: «Oui, nous avons dépensé 160 milliards de dollars durant cette récession, mais nous avons maintenant une usine moderne à Scarborough. Nous avons aussi une usine moderne à Brampton dans le secteur de l'automobile et nous avons une nouvelle infrastructure en ce qui

### *Les crédits*

concerne les routes et les égouts. Nous avons également pris des mesures pour protéger notre ressource la plus précieuse, notre eau.»

Je crois que, compte tenu de la dette accumulée au cours des neuf dernières années, les Canadiens préféreraient avoir certains éléments d'actif à la fin de cette période plutôt que de se retrouver dans une situation où plus de 3 millions de gens n'ont rien d'autre que de la frustration et du désespoir.

Ce qui me dérange le plus au sujet du budget présenté la semaine dernière par le ministre des Finances, c'est que c'était le dernier budget que présentera ce gouvernement conservateur, et c'était donc sa dernière chance de procéder à une réforme fiscale globale. Savez-vous, monsieur le Président, que j'ai été assez naïf pour penser que le ministre, pour qui j'ai énormément de respect, allait vraiment donner suite à l'idée que je propose à la Chambre depuis trois ans et demi?

• (1250)

Je veux parler ici d'une réforme fiscale globale, de l'idée d'un impôt unique, d'un taux d'imposition uniforme pour les sociétés et pour les particuliers. Cette réforme nous permettrait d'éliminer toutes les échappatoires et tous les avantages fiscaux.

Le gouvernement parle de sabrer dans tel ou tel programme, de réduire les subventions et ainsi de suite, mais l'élément le plus important des dépenses gouvernementales, ce sont les dépenses fiscales, dont les multinationales bénéficient en majeure partie. Le gouvernement accorde entre 40 et 50 milliards de dollars d'allègements fiscaux et n'a pas fait grand-chose pour réduire ce montant.

C'est curieux de voir que le gouvernement n'a rien fait à cet égard, car c'est ce que les Canadiens réclament. Ils réclament un régime fiscal plus juste, plus efficace et plus simple.

Je peux comprendre pourquoi le gouvernement ne veuille pas tenir compte d'une proposition faite par un libéral, soit la possibilité de procéder à une réforme fiscale exhaustive et d'appliquer un impôt unique. Même si beaucoup de députés d'en face et de néo-démocrates ont manifesté de l'intérêt pour ce genre de réforme fiscale, je peux comprendre pourquoi le gouvernement ne veut rien savoir d'une suggestion faite par un parti de l'opposition.

J'ai regardé une partie du débat auquel participaient les candidats à la direction du Parti conservateur vendredi soir. L'un des candidats, le député d'Etobicoke—Lakeshore, a lancé l'idée d'une réforme fiscale en règle. Le premier à en parler, il a déclaré qu'il appuyait le concept